

EXTRAIT

N° 2024 - 031

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 43

Votants 53

Dont 10 procurations

OBJET :

ASSAINISSEMENT :

**CONVENTION
SPECIALE DE
DEVERSEMENT DES
EAUX USEES DE
L'ABATTOIR DE LUZY
DANS LE RESEAU DES
EAUX USEES**

L'an deux mille vingt quatre le : **Jeudi 18 Janvier à 18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session ordinaire à la salle polyvalente de
Moulins-Engilbert
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 11 Janvier 2024

Etaient présents :

- **Achun : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE**
- **Alluy : Patrice BONNET**
- **Aunay en Bazois : Patrick CHAUSSAT**
- **Avrée : /**
- **Biches : Annie LECERF**
- **Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT**
- **Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX
Julien DENOUEL
Caroline MARCEAU
Jean-Michel AGEZ
Monique BERNARD
Marie-Laure PARMENTIER
Michel MULOT**
- **Charrin : Serge CAILLOT**
- **Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE**
- **Chiddes : /**
- **Chougnny : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE**
- **Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND**
- **Fléty : Romain COUGNY**
- **Fours : David BONGARD
Frédéric LEMOINE**
- **Isenay : Pascal PETIT**
- **La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN**
- **Lanty : /**
- **Larochemillay : /**
- **Limanton : Patrick REVENEAU**
- **Luzy : /**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 06/02/2024

Publié ou notifié
le : 06/02/2024

Envoyé en préfecture le 06/02/2024

Reçu en préfecture le 06/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240118-2024_CC_031-DE

SLO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POCHELET
- **Montambert** : /
- **Montapas** : /
- **Montaron** : Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Jocelyne GUERIN à M. Michel MULOT
- 2 - M. Jean-Pierre FREGUIN à Mme Pascale CHAMARD
- 3 – Mme Annick BERTRAND à Serge CAILLOT
- 4 – Mme Marie-Christine ROY à M. Pascal PERRIN
- 5 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 6 - Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 7 – M. Georges CHATEAU à M. Romain COUGNY
- 8 – Floor NUSINK à Serge DUCREUZOT
- 9 - Pascal GUERIN à Bernard LEBLANC
- 10 – Hervé GARCON à Jean-Paul REVERDIAU

ASSAINISSEMENT :

CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES DE L'ABATTOIR DE LUZY DANS LE RESEAU DES EAUX USEES

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de l'assainissement, explique qu'actuellement, l'abattoir rejette des eaux usées non domestiques dans le réseau d'eaux usées de la ville de Luzy sans « autorisation spécifique ». Ces déversements sont soumis à l'Arrêté Préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 qui prévoit des charges maximales à ne pas dépasser et un programme obligatoire de contrôle.

De plus, l'article 4 de notre Règlement de Service d'Assainissement Collectif, « impose pour tout déversement d'eaux dites assimilées domestiques ou non domestiques (industrielles, artisanales, etc...), une autorisation spécifique de rejet (article L.1331-10 du code de la Santé Publique). Le raccordement au réseau sera soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité (convention de déversement) ».

En conséquence, il a été jugé nécessaire de rédiger une convention spéciale de déversement et de s'assurer de sa stricte application ensuite.

Un modèle de convention a donc été élaboré en collaboration avec le Service de l'Eau du Conseil départemental. Ce type de document s'articule sur 3 volets :

- Un volet définition des charges admissibles, qui reprend les obligations fixées dans l'arrêté préfectoral de 2005 et le Règlement de Service de la communauté de communes,
- Un volet contrôle et suivi, inspiré du même arrêté,
- Et un volet financier destiné à compenser les coûts d'investissement et surtout de fonctionnement engendré notamment par une surconsommation énergétique nécessaire pour traiter ce type d'effluents.

Après passage en commission et plusieurs réunions avec la Direction de l'abattoir et les techniciens du Service de l'Eau (dernière réunion en décembre 2023), nous avons abouti sur une convention type :

Le planning d'autosurveillance 2024 de la station d'épuration de Luzy a été envoyé à l'abattoir par la communauté de communes. L'abattoir s'engage à faire réaliser les bilans 24 heures à sa charge aux mêmes dates que ceux de la collectivité. Celle-ci le préviendra en cas de décalage de la date du bilan.

Par en raison du faible nombre d'analyses en notre possession, nous nous engageons à appliquer un Coefficient de Pollution de 1 sur la formule de calcul de la redevance assainissement telle que prévue à l'article 10.2 de la convention de déversement pour les consommations de l'année 2024. A titre indicatif, la consommation annuelle d'eau potable de l'abattoir est d'environ de 4000 m3/an (Le tarif de la redevance sera le même qu'un particulier pour l'année 2024). Pour information, le Coefficient de Pollution ne pourra être inférieur à 1.

.../...

Fin 2024, une réunion se tiendra entre la communauté de communes et l'abattoir afin d'analyser les résultats des bilans 24h et de voir leurs incidences sur le calcul du Coefficient de Pollution.

A cette occasion, si les résultats des bilans effectués le permettent, un Coefficient de Pollution maximum sera établi entre les acteurs.

Le montant du Coefficient de Pollution sera révisé tous les ans suite à une réunion avec la collectivité et l'établissement avec l'aide du Service de l'Eau. Une délibération sera prise afin d'établir un tarif (coefficient de pollution renouvelable chaque année suivant les données des bilans 24 h avec les mètres cubes consommés et la part fixe).

Lors de la réunion de décembre 2023, un relevé de décisions a été acté. Les élus devront le signer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **autorise Monsieur le Président à signer cette convention avec l'abattoir de Luzy et les autres établissements qui pourraient être concernés,**
- **autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de cette délibération.**

Envoyé en préfecture le 06/02/2024

Reçu en préfecture le 06/02/2024

Publié le

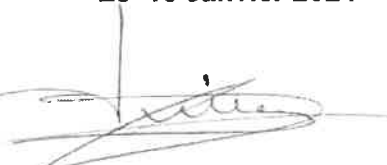
ID : 058-200067882-20240118-2024_CC_031-DE

SLO

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 18 Janvier 2024**



**Le Secrétaire de Séance,
Elisabeth JOSSE.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**



CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DANS LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Table des matières

Article 1 : OBJET	4
Article 2 : DEFINITIONS	4
2.1 Eaux usées domestiques.....	4
2.2 Eaux pluviales.....	5
2.3 Eaux industrielles et assimilées	5
Article 3 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT.....	5
3.1 Nature des activités	5
3.2 Plan des réseaux internes de collecte	5
3.3 Usage de l'eau.....	6
3.4 Produits utilisés par l'Etablissement.....	6
3.5 Mise à jour	6
Article 4 : INSTALLATIONS PRIVEES	6
4.1 Réseau intérieur.....	6
4.2 Traitement préalable aux déversements.....	7
Article 5 : CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS.....	7
6.1 Eaux usées autres que domestiques	8
6.2 Eaux pluviales.....	8
6.3 Prescriptions particulières	8
Article 7 : SURVEILLANCE DES REJETS.....	8
7.1 Auto-Surveillance.....	8
Article 8 : DISPOSITIFS DE MESURES, PRELEVEMENTS ET DE PRETRAITEMENT.....	10
Article 9 : DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU	10
Article 10 : CONDITIONS FINANCIERES.....	11
Article 10.1 : FLUX ET CONCENTRATIONS DE MATIERES POLLUANTES DE REFERENCE	11
Article 10.2 : TARIFICATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT	11
Article 11 : FACTURATION ET REGLEMENT.....	13
Article 12 : REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION.....	13
Article 13 : GARANTIE FINANCIERE.....	13
Article 15 : CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	14
15.1 : CONSEQUENCES TECHNIQUES.....	14
15.2 : CONSEQUENCE FINANCIERES	14
Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION DE DEVERSEMENT	15
Article 17 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE	15
Article 18 : CESSATION DU SERVICE.....	15
18.1 : CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT	15

18.2 : RESILIATION DE LA CONVENTION	16
18.3 : DISPOSITIONS FINANCIERES	16
Article 19 : DUREE	17
Article 20 : DELEGATAIRE ET CONTINUITE DU SERVICE.....	17
Article 21 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS	17
Article 22 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION.....	17
Article 23 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	17
ANNEXE 1 MODIFIEE : CALCUL DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT	19

Envoyé en préfecture le 06/02/2024

Reçu en préfecture le 06/02/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20240118-2024_CC_031-DE



ENTRE :

Raison sociale de l'entreprise : Syndicat intercommunal Abattoir du Sud Morvan dont le siège est à : rue de Pont, 58170 LUZY

N° SIRET :

Représentée par Monsieur Bruno POUCHELET, Président de l'abattoir

Et dénommée : l'Etablissement

ET :

La communauté de communes Bazois Loire Morvan, propriétaire des ouvrages d'assainissement représentée Monsieur Serge CAILLOT, Président

Et dénommée : la Collectivité

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas d'installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'Etablissement a été autorisé à déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 en date du 11 juillet 2005.

IL A ETE CONENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

Article 2 : DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins des cours d'immeuble ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, ...

2.3 Eaux industrielles et assimilées

Sont classées dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées autres que domestiques**.

Article 3 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Nature des activités

L'activité de l'Etablissement est l'abattage et la découpe des animaux de boucherie : bovins, veaux, ovins, porcs et caprins dont la proportion est variable selon les saisons.

Le tonnage réellement abattu est inférieur à 1 500 tonnes spécifiées dans l'arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005, entre 800 et 900 tonnes / ans. Il est décidé de ne pas modifier cette valeur de référence, considérée comme une valeur maximale. De même manière le ratio d'eau consommé par carcasse est plus faible que celui de l'arrêté 5.5 m3 /tonnes de carcasse au lieu de 6.6. En conséquence, les volumes d'eau utilisés sont plus faibles, autour de 4000 m3 /an.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2005, actuellement les matières stercoraires et le sang sont bien traitées séparément. L'abattoir est soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il relève des rubriques n° 2210-2221-2731-340-361b-2730 de la nomenclature des installations classées.

Sur le réseau de l'abattoir, sont raccordées les eaux domestiques d'une habitation.

3.2 Plan des réseaux internes de collecte

Le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'abattoir, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est tenu à la disposition de la Collectivité. Les installations de l'Etablissement et leurs annexes doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques. Ils sont joints à la présente convention.

3.3 Usage de l'eau

- eau nécessaire durant l'abattage
- nettoyage des locaux d'abattage et de découpe de stockage des carcasses de viande
- nettoyage de la bouverie (étable à bœuf)
- sanitaires

3.4 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité dans l'Etablissement.

3.5 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 12.

Article 4 : INSTALLATIONS PRIVEES

4.1 Réseau intérieur

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

4.2 Traitement préalable aux déversements

Dessablage	Manuel en amont du dégrilleur
Dégrillage + Tamisage	OUI
Dégraissage	A mettre en place sous 4 ans après la signature de la présente convention

Le dégrilleur en place est en fait un dégrilleur tamiseur puisque l'espacement de la grille est de 750 µm.

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement (article 26 de l'arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005) sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température, ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de la Collectivité.

Article 5 : CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux dans les conditions suivantes :

Tous les effluents (eaux usées domestiques et industrielles) sont rejetés dans le réseau public via un poste de refoulement qui appartient à la Collectivité.

Les eaux pluviales seront séparées dans un branchement distinct.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique,

- Un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- Une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- Un ouvrage dit « regard de branchement » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité, il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'article 8.
- La limite entre la partie privée et la partie publique du branchement sera définie après les travaux de mise en place du système de dégraissage par l'abattoir.
- Si l'emplacement actuel du regard de branchement est maintenu, l'abattoir s'engage à faire vérifier l'étanchéité de celui-ci.

Article 6 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

6.1 Eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 autorisant le déversement.

6.2 Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur. L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux d'eaux usées.

6.3 Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnelles, vidanges de cuves, etc.... sont autorisés à conditions d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus et de prévenir la Collectivité, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005.

Article 7 : SURVEILLANCE DES REJETS

7.1 Auto-Surveillance

L'exploitant doit maintenir en bon état, vérifier les matériels, au traitement et à la mesure des pollutions.

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et à l'arrêté préfectoral. Il doit procéder aux vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle et visites d'entretien préventif.

La collecte du sang des animaux est réalisée à part, de façon à réduire au seuil minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.

Conformément à l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 (article 27), un programme de mesures est mis en place, sur les rejets d'eaux usées de l'abattoir dont la nature et la fréquence sont les suivants :

PARAMETRES	FREQUENCE
Débit journalier	En continu
pH	4 FOIS PAR AN
MEST	4 FOIS PAR AN
DBO ₅	4 FOIS PAR AN
DCO	4 FOIS PAR AN
AZOTE GLOBAL ntk, nitrates, nitrites	1 FOIS PAR MOIS
PHOSPHORE	1 FOIS PAR MOIS
HYDROCARBURE TOTAUX	1 FOIS PAR AN

Ces mesures sont réalisées sous accréditations COFRAC pour la DBO₅, DCO, MES, NTK et PT. Le coût de ce programme de mesures est à la charge financière de l'abattoir (prélèvements et analyses).

Les mesures d'autosurveillance de l'abattoir doivent être coordonnées avec les mesures de la Collectivité (elles doivent être réalisées simultanément, bilan 24h). **Un planning sera validé courant du mois de décembre de l'année précédente.**

Il est convenu que le présent programme de mesure peut être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté préfectoral du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera objet d'un avenant à la présente convention.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4 ° C).

Les mesures et les résultats d'analyses seront transmis à la Collectivité avant la fin du mois qui suit. Il faudra rapprocher les résultats analytiques des grandeurs représentatives de l'activité : nombre d'animaux.

Si toutefois les analyses ne sont pas réalisées, une fiche de non-conformité doit être transmise à la Collectivité. Ces analyses devront être reportées si possible la semaine suivante et le même jour.

La collectivité pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révèlent une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité.

Article 8 : DISPOSITIFS DE MESURES, PRELEVEMENTS ET DE PRETRAITEMENT

Les eaux vannes et toutes eaux résultant de l'activité de l'abattoir sont collectées et dirigées vers une station de prétraitement avant d'être orientées vers la station d'épuration. Tout rejet d'effluents non prétraités dans le réseau de collecte de la station d'épuration de la commune est interdit. Les dispositifs de mesures et de prélèvements nécessaires sont les suivants :

- Un dégrilleur tamiseur servant de prétraitement,
- Un dégraisseur à installer
- Un débitmètre à ultra son posé sur le canal de mesure,
- Un préleveur automatique « réfrigéré » qui réalise des échantillons sur le canal de mesure, les prélèvements seront asservis à la mesure de débit.

Ce matériel est déjà mis en place à l'exception du dégraisseur.

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, l'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'établissement (terrain commune). Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

Article 9 : DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau.

L'eau utilisée pour l'ensemble des process est issue du réseau d'eau potable.

L'Etablissement effectuera les relevés de ses consommations hebdomadaires et les communiquera à la Collectivité lors de la remise lors de la remise des résultats de l'autosurveillance.

L'Etablissement autorise la Collectivité à visiter ces dispositifs dans les conditions définies à l'article 8.

Article 10 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 10.1 : FLUX ET CONCENTRATIONS DE MATIERES POLLUANTES DE REFERENCE

Pour l’élaboration de la présente Convention, les flux et concentrations maximales journalières de matières polluantes qui ont été prises en considération sont les suivantes :

PARAMETRES	CONCENTRATION (mg/l)	FLUX spécifique maximal (kg/jour)
MEST	600	36
DBO ₅	800	48
DCO	2 000	120
AZOTE GLOBAL	150	9
PHOSPHORE	50	3
HYDROCARBURE TOTAUX	10	0.6

- Volume maximum journalier d’effluent rejeté : 6.6 m3 / t de carcasse soit 60 m³/j
- PH compris entre 5.5 et 8.5
- Température < 30 ° C

Ces valeurs sont celles définies dans l’Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 (article 27).

Les conditions financières sont donc les suivantes :

L’autorisation de déversement d’eaux usées non domestiques est subordonnée à des participations financières spéciales, à la charge de l’Etablissement, en application de l’article L. 1331.10 du code de la Santé Publique et définie par la présente convention de déversement le cas échéant.

Article 10.2 : TARIFICATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Les tarifs en vigueur à la date de signature de la présente convention, fixés par le conseil communautaire, ont été adoptés, conformément à la réglementation en vigueur en date du 13 avril 2023 en Conseil Communautaire.

Ces tarifs sont rappelés en annexe.

Les modalités d’application de la tarification pour le calcul de la redevance de l’Etablissement sont précisées ci-dessus dans le respect des dispositions définies à l’article R. 2333-127 du Code général des collectivités territoriales.

Les participations financières spéciales payables par l’Etablissement sont calculées sur la base des volumes d’eaux issus du comptage sur les branchements du réseau de distribution public (Vp).

Le coefficient de pollution (Cp) est un coefficient de comparaison entre la qualité de l'effluent de l'Etablissement et la qualité d'un effluent domestique moyen (déterminé à partir des mesures d'autosurveillance régulières réalisées en entrée de station d'épuration). Il ne peut être inférieur à 1.

Le calcul étant toujours basé sur des concentrations théoriques, il faudra attendre les résultats des prélèvements pour apprécier les conséquences financières réelles de son application.

- calcul de Cp : sur la base de la concentration moyenne des effluents rejetés au réseau, soit :

$$C_p = \frac{C_i}{C_u}$$

avec Ci = concentration de l'effluent industriel
et Cu concentration moyenne de l'effluent urbain

Le Cp est calculé en prenant en compte le paramètre suivant :

$$MO = \frac{2 \text{ DBO}_5 + 1 \text{ DCO}}{3} \quad (\text{un exemple de calcul est joint en annexe 1})$$

Le Cu pris en compte est le suivant : $\frac{(2 \times 667 + 1330)}{3}$, soit 888 mg/l

D'où le formule suivante : $C_p = \frac{C_i}{888}$

En fonction des résultats des mesures de contrôle sur l'année concernant les paramètres DBO₅ et DCO, il sera calculé un Cp moyen pour l'année, ce qui permettra d'établir la facturation pour l'Etablissement concerné.

L'assiette corrigée V utilisable pour le calcul de la redevance sera obtenu par la formule suivante :

$$V = V_p \times C_p$$

Les participations financières spéciales relatives à l'exploitation seront donc calculées en appliquant au nombre de mètres cubes consommés (Vp), le coût de la redevance assainissement multiplié par le coefficient de pollution (Cp).

Si des éléments nécessaires à l'établissement de la facturation (volumes, pollution, ...) concernant la période considérée n'étaient pas connus à la date de facturation, celle-ci serait fondée sur les derniers éléments connus des périodes précédentes, et serait suivi d'une régularisation lorsque les éléments définitifs seraient clairement établis.

Article 11 : FACTURATION ET REGLEMENT

La partie redevance d'assainissement est établie sur la base des volumes et des concentrations rejetés dans le réseau d'eaux usées durant l'année civile. La facturation de la redevance sera émise par le prestataire de facturation 2 fois par an après que la CCBLM leur aura transmis les éléments de l'année N-1. Le relevé de compteur devra être transmis par l'abattoir (article 9).

En cas de non-paiement dans le délai de 3 mois, ces sommes seront majorées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 12 : REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) En cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 16,
- 2) En cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement,
- 3) En cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité.
- 4) En cas de variation de plus ou moins 20 % de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de la Collectivité, calculée par référence aux valeurs annuelles prévues au paragraphe 10.2 de la présente convention.
- 5) Le montant du CP sera révisé tous les ans à partir du 1^{er} janvier 2025, suite à une réunion avec la collectivité et l'établissement. Une délibération sera prise dans ce sens.

Article 13 : GARANTIE FINANCIERE

Sans-Objet

Article 14 : CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005, l'Etablissement est tenu :

- D'en avertir dès qu'il en a connaissance à la Collectivité,
- De prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral, l'Etablissement est tenu :

- D'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité,

- De prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets **exceptionnellement pollués** vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,
- D'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un **risque grave** pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

Article 15 : CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

15.1 : CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer la Collectivité conformément aux dispositions de l'article 14, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) De n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans la Convention spéciale déversement dans le réseau public d'assainissement.
- b) De prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du branchement en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.
- c) D'appliquer des pénalités proportionnelles au dépassement des valeurs limites de rejet, définies comme suit : 0.10 €/m³ à partir d'un dépassement de 10 % d'une valeur limite définie à l'article 10.1.
- d) En cas de non-respect de la transmission des bilans 24 heures, le coefficient de pollution pourra être majoré de 100 %.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesure(s) envisagée(s), ainsi que la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies dans l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 avant cette date.

15.2 : CONSEQUENCE FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définie dans la présente convention de déversement, et ce dès lors que le lien de

causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 16 : MODIFICATION DE LA CONVENTION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

Article 17 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- Accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005
- Fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel de la Collectivité sur le prix et qualité du service
- Assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière
- Informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Article 18 : CESSATION DU SERVICE

18.1 : CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT

La collectivité peut décider de procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- D'une part, le non-respect des dispositions de l'Arrêté préfectoral n° 2005-p-2112 du 11 juillet 2005 ou de la présente Convention d'autorisation de rejet induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - De modification de la composition des effluents ;
 - De non-respect des limites et les conditions de rejet fixées par la Convention d'autorisation de déversement ;

- De non installation des dispositifs de mesure en conformité ;
- De non-respect des échéanciers de mise en conformité ;
- D'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles ;
- Et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

18.2 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 15 jours après envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai de 15 jours après notification à la Collectivité.

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 18.3.

18.3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11.3 deviennent immédiatement exigibles.

Eventuellement, en cas de non-paiement des sommes dues par l'Etablissement dans un délai de 15 jours. Il pourra être fait appel à la garantie financière.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à l'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

Article 19 : DUREE

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour une durée de 5 ans fixée dans la convention de déversement. Elle prend effet à la date de notification à l'Etablissement de cette convention et s'achève à la date d'expiration de la convention.

Douze mois avant l'expiration de la Convention de déversement, la Collectivité procédera en liaison avec l'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

Sauf changement de paramètres ou de critères mettant en cause l'économie générale de la convention, celle-ci pourra faire l'objet d'une reconduction tacite.

Article 20 : DELEGATAIRE ET CONTINUITE DU SERVICE

La présente Convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 19, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

Article 21 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

Article 22 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Règlement du Service Assainissement
- Extrait de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
- Plan des installations intérieures d'évacuation des eaux
- Schéma de fonctionnement des installations (traitement et épuration) avant rejet aux réseaux publics
- Dossier de recollement des dispositifs de traitement ou d'épuration de l'Etablissement
- Tarifs applicables à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Article 23 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

L'établissement s'engage à faire réaliser pendant l'année 2024 et à ses frais des bilans 24h sur son rejet en même temps que ceux qui seront réalisés par la collectivité à la station d'épuration.

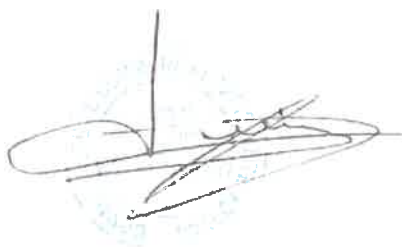
La collectivité s'engage à appliquer un CP à 1 sur la formule de calcul de redevance assainissement telle que prévue à l'article 10.2 pour les consommations de l'année 2024.

Fin 2024, une réunion se tiendra entre la collectivité et l'établissement afin d'analyser les résultats des bilans 24h et de voir leurs incidences sur le calcul du CP. A cette occasion, si les résultats des bilans effectués le permettent, un CP maximum sera établi entre les acteurs.

Fait le 29/01/24 en 3 exemplaires

La Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan

Le Président, Monsieur Serge CAILLOT



L'abattoir de Luzy

Le président, Monsieur Bruno POUCHELET

ANNEXE 1 MODIFIEE : CALCUL DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

La redevance assainissement (R) qui permet de faire face aux dépenses relatives à la gestion du système de traitement comprend :

- Une part due au titre des investissements (RI)
- Une part due au titre de l'exploitation (RE)

La redevance assainissement (R) s'établit comme suit : $R = RI + RE$

I. PART DUE AU TITRE DES INVESTISSEMENTS

En contrepartie des investissements supportés par la Collectivité, l'Etablissement versera à celle-ci une part fixe (R) dont les montants sont fixés dans l'article 11.3 de la présente convention

II. PART DUE AU TITRE DE L'EXPLOITATION (HORS AMORTISSEMENT)

La partie de la redevance due au titre de l'exploitation (V) est établie comme suit :

$V = \text{assiette corrigée en m}^3$

$V_p = \text{volume prélevé sur le réseau d'eau potable en m}^3$,

$C_p = \text{Coefficient de pollution} = C_i/C_u$

C_u concentration moyenne d'un effluent urbain, calculé de la manière suivante :

$$\frac{2\text{DBO}_5 \text{ urbain} + 1 \text{ DCO}_{\text{urbain}}}{3}$$

C_i concentration moyenne de l'effluent industriel obtenu à partir des mesures d'autosurveillance réalisées en sortie de l'abattoir, calculé de la manière suivante :

$$\frac{2\text{DBO}_5 \text{ Industriel} + 1 \text{ DCO}_{\text{industriel}}}{3}$$

Exemple calcul :

Concentration moyenne en DBO_5 retenu pour un effluent domestique standard à 90 l/jour/ usager : $\text{DBO}_5 \text{ urbain} = 667 \text{ mg/l O}_2$

Concentration moyenne en DCO retenu pour un effluent domestique standard à 90 l/jour/ usager : $\text{DCO}_{\text{urbain}} = 1\,330 \text{ mg/l O}_2$

Concentration maximal en DBO_5 autorisation rejet abattoir en l'absence de données :

$$\text{DBO}_5 \text{ industriel} = 800 \text{ mg/l O}_2$$

Concentration maximal en DBO_5 autorisation rejet abattoir en l'absence de données :

$$\text{DCO}_{\text{industriel}} = 2\,000 \text{ mg/l O}_2$$

Le C_p serait égal à : $(800 \cdot 2 + 2000/3) / (667 \cdot 2 + 1330/3) = 1200/888$

$$C_p = 1.35$$

Base de départ à titre d'information consommation 2021 sur une redevance de 1.80 € / $\text{m}^3 = 6\,400 \text{ €} + 81 \text{ €/part fixe}$

Pour 2023 à titre d'information consommation 2022, une redevance de 2.35 €/m³ (juillet 2023) = $3.17 \text{ € du m}^3 \cdot 4500 \text{ m}^3 + 84.60 \text{ € /part fixe} = 14\,349.60 \text{ €}$

PÔLE SERVICES TECHNIQUES
SERVICE ASSAINISSEMENT

11 Place Lafayette
58290 MOULINS-EN-GILBERT

Dossier suivi par : Yoann SOULARD

Tél. : 03.86.84.33.55

Mail : y.soulard@bazoisloiremorvan.fr

assainissement@bazoisloiremorvan.fr

CONVENTION DE DEVERSEMENT ABATTOIR LUZY AU RESEAUX D'EAUX USEES SUR LA COMMUNE DE LUZY

Réf : YS-20231212-01

RELEVÉ DE DECISIONS DE LA REUNION DU 04/12/2023 A LUZY CONVENTION DE DEVERSEMENT ABATTOIR LUZY

L'abattoir s'engage à faire réaliser des bilans 24 heures pendant 1 an en même temps que les bilans de la station de Luzy pour l'année 2024.

Les données de fonctionnement (consommations d'eau, débits rejetés et quantité de carcasses) durant le bilan devront être transmises à la collectivité.

La collectivité s'engage à appliquer le Cp à 1 pour l'année 2024. Une réunion se tiendra fin 2024 afin de faire le point sur les bilans réalisés, l'évolution des charges lors des différents bilans. Puis une réunion du même type se tiendra tous les ans afin de calculer le Cp

Si les résultats d'analyses le permettent, un Cp maximum sera fixé fin 2024.

Madame Robert s'est renseignée concernant le ET ou OU pour l'application de la norme de rejet entre les flux et les concentrations, et le terme à retenir est le respect des concentrations ET des flux.

Fait à LUZY, le 12/12/2023

Le Vice-Président en charge de l'assainissement
Pierre TISSIER-MARLOT

Le Président de l'Abattoir Intercommunal
Bruno POCHELET



SIÈGE SOCIAL

11 Place Lafayette
58290 MOULINS-
ENGILBERT

SITE DE LUZY

3, avenue Hoche
58170 LUZY

SITE DU BAZOIS

27, rue du Dr DUBOIS
58110 CHATILLON-
EN-BAZOIS

SITE DE CERCY-LA-TOUR

Rue du Port
58340 CERCY-LA-TOUR

SERVICE DÉCHETS MÉNAGERS

Route des Réservoirs
58360 SAINT-HONORE-
LES-BAINS